



Continentalisation  
Note de recherche 04-01

## LE MOUVEMENT INDIGÈNE EN ÉQUATEUR

*VIOLAINE BONNASSIES*



Centre Études internationales et Mondialisation  
Institut d'études internationales de Montréal  
Université du Québec à Montréal  
C.P. 8888, succ. Centre-ville,  
Montréal, H3C 3P8

Tel : (514) 987 3000 # 3910  
<http://www.ceim.uqam.ca>

JANVIER 2004

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM).

“Je suis seulement un  
et vous pouvez me tuer,  
mais demain je reviendrai  
et serai alors des millions”  
*Tupac Katari (1781)*

L'Équateur, malgré sa petite taille géographique et ses 12 millions d'habitants<sup>1</sup>, n'en recèle pas moins une grande diversité culturelle, à l'image de tous les pays andins. La population autochtone fait ainsi partie d'une société multiculturelle aux côtés des non-indiens communément appelés les « ladinos » : les blancs, les métis et les noirs. De plus, elle constitue une frange importante de la société équatorienne puisqu'elle représente plus de 40 % de la population totale.<sup>2</sup> Néanmoins, les indigènes ne constituent pas pour autant un groupe homogène et présentent au contraire une très grande diversité ethno-linguistique. Les communautés indigènes se caractérisent en effet par une grande fragmentation socioculturelle, linguistique<sup>3</sup> et géographique, étant réparties à la fois sur la *Costa*, la *Sierra* ou la *Zona amazónica*. Les communautés Quechua des Andes et les Shuar d'Amazonie sont les plus nombreuses.

Malgré la grande fragmentation de la population indigène, le mouvement autochtone s'est structuré au niveau national dans les années 1980 à travers la constitution de la CONAIE (Confederación Nacional de los Indígenas de Ecuador) pour s'imposer peu à peu comme une force de contestation sociale de premier plan. Il a mené en effet les principales luttes sociales et politiques du pays depuis 1990. Les revendications de ce « nouveau mouvement social » ont abouti à plusieurs acquis sociaux et à une reconnaissance juridique de la diversité ethnique et culturelle de la population équatorienne à travers la réforme constitutionnelle de 1998.

Cet essor du mouvement indigène sur le plan national s'est opéré en même temps que la mise en place des Politiques d'Ajustement Structurel (ou PAS) dans le cadre du remboursement de la dette extérieure nationale. Au même moment où une ouverture politique à de nouveaux droits civils et politiques était rendue effective par le retour de la démocratie et le droit de vote accordé aux analphabètes en 1979, les réformes néolibérales consacraient un resserrement de la démocratie au niveau économique et sociale, faisant ainsi obstacle à l'évolution des droits socio-laboriaux. La portée des acquis et des avancées du mouvement indigène s'en trouve ainsi réduite, d'autant qu'à l'heure actuelle,

<sup>1</sup> L'Équateur est en effet le deuxième plus petit pays d'Amérique du Sud après l'Uruguay.

<sup>2</sup> 43 % en 1990. Source : [www.oit.or.cr/mdtsanjo/indig/cuadro.htm](http://www.oit.or.cr/mdtsanjo/indig/cuadro.htm), cité par Van Cott dans « Andean Indigenous movements ». Cf. Figure 1.

l'approfondissement des PAS et la mise en place progressive de la future ZLEA constituent de nouveaux défis pour les populations autochtones. Face à l'ineffectivité des droits reconnus juridiquement, le mouvement indigène cherche de nouveaux canaux d'expression et de revendication de ses droits en multipliant les stratégies d'alliance, et en se muant peu à peu en force transnationale. Au-delà de la mise en œuvre de ces nouveaux moyens d'action et de défense, le mouvement indigène équatorien par sa nature même, questionne les fondements de la démocratie libérale.

Face à la multiplication de ces défis induits par les impacts de la globalisation économique et financière, comment le mouvement indigène équatorien se défend-il, quelles sont ses stratégies d'action pour recréer un espace démocratique dans la société civile, au-delà même de ses frontières nationales et dans quelle mesure ces actions modifient en retour la conception de leur rapport au politique?

Afin d'évaluer l'importance actuelle du mouvement indigène ainsi que les défis auxquels ce dernier se trouve confronté, il est nécessaire de comprendre comment il s'est structuré en un « sujet social et politique »<sup>4</sup> nouveau sur la scène nationale depuis les vingt dernières années. En tant que force nouvelle dans le paysage politique équatorien, le mouvement indigène a participé à sa reconnaissance juridique et a lutté pour l'obtention de droits civils et politiques. Néanmoins, de nombreux acquis sont rendus ineffectifs par l'absence de suivi dans la mise en application de ces droits. Par ailleurs, l'approfondissement des politiques néolibérales des gouvernements successifs et surtout le revirement de bord du gouvernement Gutierrez après les élections de novembre 2002, rompant ainsi l'alliance avec le parti politique indigène, le Mouvement Pachakutik Nuevo País, exacerbent la revendication sociale et contribuent à délégitimer la nature même de l'État qui pour la plupart de la population se doit d'être le garant de la protection sociale de ses citoyens. Face à cet évident social de l'État, les stratégies d'action du mouvement indigène évoluent et se redéfinissent. La multiplication d'alliances transversales met en évidence cette recherche de nouveaux canaux de revendication pour se faire entendre et questionne implicitement la validité du politique.

---

<sup>3</sup> En 1979, on répertoriait 28,5 millions d'indigènes dans les pays andins, divisés en plus de 400 groupes ethniques.

<sup>4</sup> Expression de Luis Macas, ancien président de la CONAIE. Actuellement, directeur de l'Institut scientifique de culture indigène et recteur de l'Université interculturelle des nationalités autochtones à Quito.

## LA STRUCTURATION DU MOUVEMENT INDIGÈNE EN UN « SUJET SOCIAL ET POLITIQUE »

### **Les groupes indigènes, fruit d'une combinaison hétéroclite**

Depuis sa formation, le mouvement autochtone a subi plusieurs influences, « fruit d'une étrange combinaison entre traditions autochtones, théologie de la libération et politiques de gauche »<sup>5</sup>. En effet, il est, dès sa création, dans les années 1940, un mouvement issu de la gauche et plus particulièrement des partis communiste et socialiste. Néanmoins, il perdra rapidement ce soutien et tiendra même à se démarquer de la sphère politique traditionnelle, discréditée auprès des citoyens par des affaires de corruption.

Dans les années 1960, il acquiert une dimension nouvelle avec le soutien de la gauche catholique, incarnée dans la figure de proue de Monseigneur Proaño, évêque de Riobamba. Et aujourd'hui encore, le mouvement autochtone se revendique de l'action du prêtre « rouge », révolutionnaire, mis à l'écart par l'Église catholique même. Le courant de la Théologie de la Libération, dont se réclame Mgr Proaño, s'est donné pour mission de faire retrouver au peuple autochtone sa dignité et de mettre en place les outils nécessaires pour que la communauté indienne puisse conquérir « sa libération intégrale, non seulement sa libération économique, mais aussi sa libération sociale, politique, culturelle et religieuse ».<sup>6</sup> Un effort d'alphabétisation, de formation des autochtones est fourni à travers la création d'Écoles radiophoniques populaires, d'aide technique en matière agricole et de création de cadres autochtones.

Il est éclairant de comprendre la structuration du mouvement indigène au niveau national dans les années 1980, à l'aune de l'évolution du mouvement ouvrier équatorien, car l'essor du mouvement indigène s'explique en partie par l'affaiblissement du mouvement ouvrier. En effet, contrairement à d'autres pays de l'Amérique du Sud, l'Équateur n'a pas connu une répression féroce qui aurait sapé les bases du mouvement ouvrier. Malgré des dictatures militaires dans les années 1970, le mouvement ouvrier n'a pas constitué la cible privilégiée et systématique de la répression. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce phénomène : d'une part, la constante polémique au sein des élites dominantes qui se divisent entre les originaires de la Costa et ceux de la Sierra, a toujours constitué un frein à l'instauration d'un projet national. Et jusqu'à aujourd'hui, les gouvernants

<sup>5</sup> Mouterde, Pierre. « Les grands oubliés de l'Amérique », *Quand l'utopie ne désarme pas*. Écosociété. 2002, p.91.

<sup>6</sup> Propos de Mgr Proaño, cités par Pierre Mouterde, p. 91.

successifs favorisent le développement d'une partie du pays selon la faction à laquelle ils appartiennent. La partie amazonienne, quant à elle, reste la grande oubliée des politiciens. Face à cette absence de projet national et à ces éternelles divisions, ce sont bien souvent les militaires qui ont joué le rôle d'arbitre et qui ont prôné une politique de développement national tout en se faisant les défenseurs du peuple. D'autre part, les politiques d'industrialisation par substitution des importations furent bénéfiques pour le mouvement ouvrier. Mais face à la réalité nouvelle des années 1980, le mouvement ouvrier s'est considérablement affaibli, incapable de s'adapter à l'ouverture libérale du pays, et il s'en tint alors à la seule défense des travailleurs permanents sans se préoccuper d'intégrer le reste de la population, délaissant également la problématique indigène. Pour saisir ce phénomène, l'analyse de Mouterde nous apporte quelques clés de compréhension : la gauche traditionnelle n'a pas su renouveler la conception occidentalocentrée du prolétariat en fonction des spécificités propres au continent latino-américain. En se restreignant à la défense des seuls salariés, le mouvement syndical a nié la variété des statuts sociaux des travailleurs pour qui le chômage, le travail informel et la précarité de l'emploi concernent la majorité de la population. C'est donc toute une frange de la société qui se trouve exclue des revendications sociales. Par ailleurs, la lutte des classes ne suffit pas à définir les luttes menées par les autochtones, puisque viennent s'y ajouter des revendications d'ordre ethnique et d'autonomie, en lien avec la réalité historique de la domination coloniale. Les groupes indigènes inscrivent leur lutte dans le sillon des combats menés par leurs ancêtres contre la domination occidentale depuis 500 ans. C'est en ce sens qu'ils s'identifient aux autres groupes opprimés et qu'ils prédisent leur revanche en faisant leur la citation de Tupac Katari citée en exergue. Les partis politiques de gauche ont ignoré de fait les particularités socio-historiques de la situation autochtone, limitant généralement leur perception des indigènes à celle de paysans exploités.<sup>7</sup>

La vision tronquée des classes populaires par la gauche équatorienne se traduit par un repli syndical sur un corporatisme classique et étriqué, et une déroute sur le plan politique. L'essor du mouvement indigène s'inscrit dans cette place laissée vacante par la crise sociopolitique que connut le mouvement populaire en Équateur et qui permit l'expansion de nouveaux mouvements sociaux.<sup>8</sup> Dans l'analyse de Pierre Mouterde, le mouvement indigène se serait substitué à un mouvement ouvrier délétaire, mais en se constituant sur des bases profondément populaires, enracinées dans les revendications propres au peuple. Peut-on dire pour autant que le mouvement indigène équatorien constituerait l'expression sociopolitique d'une nouvelle gauche ? La réflexion de Mouterde semble parfois trop

<sup>7</sup> « « le peuple d'en bas » latino-américain ne peut pas être défini seulement par le fait d'être travailleur exploité ou même citoyen exclu, il doit l'être aussi par le fait d'être femme, ou noir [ou] (...) autochtone ». Ibid, p. 99.

<sup>8</sup> Thèse de Pierre Mouterde, p. 89-90; 94-95.

guidée par sa volonté d'ancrer le mouvement indigène dans la nouvelle gauche latino-américaine.

### **La mutation des groupes indigènes en un acteur social et politique**

Ce désir d'émancipation par ses propres moyens est une composante essentielle de la structuration des indigènes en mouvement social solide et cohérent qui ne se suffit plus d'une représentation par les élites mais qui cherche à produire ses représentants propres, issus de la communauté autochtone. Cette évolution peut se voir comme la mutation du fait autochtone qui, de passif et victime, devient acteur de son propre destin.

#### *Un « mouvement à deux têtes »*

Trois grands thèmes de revendications sont récurrents dans la contestation proprement indigène : la réforme agraire, l'implication de la communauté dans son émancipation par le biais de la démocratisation, et la reconnaissance de son identité culturelle. Pour certains analystes, comme Garcia Serrano, le fait ethnique et identitaire a pris le pas sur la revendication de la terre dans la redéfinition par le peuple indigène de ses actions. Mais les deux thèmes de revendication se complètent plus qu'ils ne s'excluent. Il est vrai que le problème indigène ne se limite pas à une vision purement économiste, centré sur la question agraire. C'est en ce sens que la thèse de Mariategui est trop restreinte : « le centre du problème agraire est le problème autochtone et le centre du problème autochtone est le problème agraire »<sup>9</sup> et tend à occulter d'autres facteurs essentiels dans l'analyse du fait autochtone. Néanmoins, le droit à la terre reste une revendication centrale dans la lutte du mouvement indigène et il a été souvent la raison principale de nombreuses mobilisations collectives, tels le premier grand soulèvement de l'Inti Raymi de 1990 et la marche pacifique de 1992. La terre est en effet au cœur de la cosmogonie quechua, c'est la « Pachama », la terre nourricière de l'homme qui donne sens à sa vie. Il est impossible de comprendre le mouvement indigène équatorien sans prendre en compte sa vision particulière du monde qui se retrouve d'ailleurs dans tous les textes de la CONAIE.<sup>10</sup>

La revendication de l'identité passe par une reconnaissance de l'autochtone comme « sujet social et politique »<sup>11</sup>, comme l'a affirmé un des leaders du mouvement, Luis Macas. Cette question touche au problème statutaire des indigènes : en tant que « minorité » par son statut social et politique inférieur, et non selon un critère purement

---

<sup>9</sup> Mariategui cité par Mouterde, p. 89.

<sup>10</sup> Cf. Annexe 1.

<sup>11</sup> Mouterde cite Luis Macas, p. 87.

numérique. Garcia Serrano rejoint cette analyse du statut inégalitaire des Indiens comme legs historique des politiques successives de discrimination par l'élite blanche. L'entrée du pluralisme dans la Constitution et sur la scène politique est le fer de lance d'une réhabilitation du fait autochtone et d'une rupture avec l'héritage historique national.

Le mouvement indigène partage des préoccupations communes avec les non-indigènes et c'est l'élargissement de ses revendications à l'ensemble de la société qui fait sa force. Ce mouvement est inclusif, car il dépasse les revendications proprement autochtones. Les deux thèmes de prédilection qui concernent aussi d'autres groupes sociaux sont la promotion d'un État plurinational et la lutte contre les politiques néolibérales.

La dimension politique, au sens de *polis*, la « cité » en grec, confère à ce mouvement sa valeur « populaire » : c'est parce que les thèmes mobilisateurs touchent aux affaires même de la cité, au bien commun, et non à une seule partie de la population, que le mouvement autochtone acquiert une dimension proprement politique.<sup>12</sup> En effet, les aspirations du mouvement autochtone sont partagées par la majorité de la population et dépassent le groupe social en tant que tel. La dénonciation de la corruption dans les arcanes du pouvoir étatique, l'opposition aux mesures économiques néolibérales, et la reconnaissance de plus de droits sociaux sont des revendications propres aux citoyens équatoriens dans leur ensemble

La volonté de se reconnaître dans une identité nationale multiculturelle, et non pas seulement indigène, est un facteur de rapprochement supplémentaire entre les autochtones et le reste de la population. La référence à la citoyenneté équatorienne transcende les différences ethniques pour faire de la diversité un élément unitaire et une force de cohésion. C'est le défi posé par le concept de « citoyenneté multiculturelle ». Mouterde, en revanche, conserve une perspective très optimiste en insistant sur le caractère proprement populaire du mouvement autochtone. Et il justifie la dimension sociale, c'est-à-dire autochtone, du mouvement comme un préalable nécessaire à son projet politique dans des revendications plus globales, d'ordre démocratique.

Luis Macas perçoit dans la revendication du plurinationalisme la base même de la démocratisation du système politique équatorien.

---

<sup>12</sup> Une différence conceptuelle doit être précisée pour éviter les confusions. Mouterde emploie le terme « politique » dans son sens originare tandis que d'autres auteurs comme Garcia Serrano ou Gallegos, l'entendent davantage comme une force qui s'impose dans le jeu politique, en relation avec le concept de « nouveau mouvement social » pris d'ailleurs comme grille de lecture par Garcia Serrano pour son analyse du mouvement autochtone.



« Un des apports du mouvement indigène et qui a changé le discours politique en Équateur est définitivement la proposition de constituer un État plurinational, de considérer la diversité ethnico-nationale comme reconnaissance préalable pour construire la démocratie. »<sup>13</sup>

*La CONAIE, un « mouvement social »*

Au niveau national, la CONAIE, constituée en 1986, regroupe 11 nationalités autochtones différentes présentes en Équateur et représente 3360000 personnes, soit 70% de la population. La CONAIE rassemble en son sein les principales fédérations indigènes divisées essentiellement de façon géographique : la COICE pour le littoral, l'ECUARUNARI pour la Sierra et la CONFENIAE en l'Amazonie<sup>14</sup>. La décennie 1980 a permis au mouvement de se structurer comme force nationale et de multiplier les liens avec les communautés indigènes des autres pays andins. L'organisation du mouvement se fait sur une base décentralisée, privilégiant la participation des cellules de base sur le mode de la démocratie participative. Ce mode d'organisation s'oppose à celui de l'État, centralisé et fortement hiérarchisé.

La CONAIE elle-même se définit comme un mouvement social et il est intéressant de voir quelle est sa perception du mouvement social :

« (...) consideramos que un movimiento social es el producto de un proceso originado en un conflicto que afecta a un grupo social. A lo largo del proceso de conformación del movimiento social existen diferentes respuestas a los problemas que se van enfrentando, así como diversos grados de conciencia y solidaridad. En este sentido, las acciones individuales pueden ser parte de un movimiento en la medida de que sean reacciones a la situación de conflicto que afecte al grupo social en su conjunto. Conforme se va tomando conciencia de la situación, se asume una actitud crítica y se buscan alternativas; el movimiento adquiere diferentes características hasta llegar a afectar las esferas económicas, sociales, políticas y culturales de la sociedad más amplia y a tener la posibilidad de alterar la correlación de fuerzas a nivel político. Se trata entonces de un movimiento social. »<sup>15</sup>

Le groupe social se transforme en mouvement social quand il est capable de modifier le rapport des forces politiques. En contrecarrant le système dominant, le mouvement

<sup>13</sup> Luis Macas cité par Mouterde, p. 104.

<sup>14</sup> Cf. Tableau en Annexe 4.

<sup>15</sup> *Las Nacionalidades Indígenas en el Ecuador : nuestro proceso organizativo*. Ed. Tincui-Abya-Yala. 1989, p. 273.

social s'inscrit dans une logique antisystémique chère à l'analyse marxienne de Wallerstein, par exemple. Le mouvement indigène déploie sa lutte à tous les niveaux, économique, sociale, culturelle et politique ; son combat recouvre une dimension globale. Il se situe dans le champ de la contestation.

La force sociale du mouvement se mesure à l'aune de ses actions. Et en onze ans, le mouvement autochtone a été à l'origine de sept soulèvements, 1990, 1992, 1994, 1997, 1998, 2000, 2001. A ce palmarès vient s'ajouter deux renversements de gouvernement, Bucaram en février 1997 et Mahuad en janvier 2000. La capacité de mobilisation du mouvement autochtone et donc incontestable et fait preuve d'un grand dynamisme.

*Le Pachakutik Nuevo País (PNP), le bras politique de la CONAIE*

La dimension politique du projet autochtone est donc incontestable, dans le sens où ces revendications portent une nouvelle façon de faire de la politique. C'est peut-être la spécificité de l'action des « nouveaux mouvements sociaux » qui combinent protestations spécifiques et revendications communes dans le cadre d'une structure de base ne se réclamant pas seulement d'une appartenance politique, que ce soit un parti ou un syndicat. Le mouvement autochtone, en tant que nouveau mouvement social, possède ses propres formes d'organisation, et renouvelle par ailleurs ses stratégies d'action politique.

En 1996, un parti politique se crée, le mouvement Pachakutik Nuevo País, « le retour des bons temps, nouveau pays », et sert de courroie de transmission des revendications du mouvement social. Mouterde voit dans ce parti la manifestation politique du mouvement autochtone et son accomplissement grâce à la percée électorale de ses représentants. D'acteurs sociaux, les peuples indigènes se transforment en acteurs politiques.

Par ailleurs, en se dotant d'un bras politique, la CONAIE a fait le choix de participer pleinement aux institutions politiques pour être représentée par des leaders proprement indigènes au sein du parti PNP. Le PNP s'inscrit donc dans une logique d'acceptation du pouvoir étatique en place, même s'il vise à le transformer de l'intérieur. Cette stratégie d'action modifie la position du mouvement indigène, qui oscille entre contestation et participation. Ces deux logiques ne sont pas pour autant contradictoires, et peuvent se compléter, même si à l'heure actuelle, la concertation reste difficilement supportable.

### **Des batailles gagnées sur le plan juridique et politique**

La reconnaissance juridique et politique sont de réelles victoires pour le mouvement indigène. La diversité culturelle a été reconnue par les pouvoirs publics : la réforme constitutionnelle de 1998 intègre la pluralité ethnique dans le corps même de la Constitution, texte de base de la légitimité politique. Cette prise en compte est fondamentale et représente une étape décisive dans la reconnaissance juridique des peuples autochtones dans l'espace national équatorien. Les pays andins ont également ratifié l'accord 169 de l'OIT sur les peuples indigènes et tribaux. Ce processus de légalisation juridique continue avec la participation des gouvernements, depuis 1995, au projet de déclaration universelle des droits des peuples indigènes de l'ONU et l'OEA, qui doit être approuvé en 2004.

Cette évolution marque un tournant fondamental pour le statut des populations autochtones. En effet, cette réhabilitation juridique du peuple indigène rompt avec tout un passé historique dominé par des politiques de discrimination envers des indigènes considérés comme « minoritaires » au sens d'une infériorité de leur statut tant sur le plan social que politique.

Une plus grande représentativité politique est à l'œuvre dans l'exercice du pouvoir par des élus autochtones, maires, préfets. C'est essentiellement au niveau local et provincial que se multiplient les mandats autochtones. Aux élections municipales de 1996, le PNP a obtenu 20% des suffrages et ne cesse de croître depuis lors. Des députés autochtones siègent également à l'Assemblée au sein d'institutions spécialisées dans les questions indigènes tels le CODENPE (Conseil de Développement des Nationalités et peuples de l'Équateur), la DINEIB (Direction Nationale de l'Éducation) ou encore la DNSI (Direction Nationale de la Santé Indigène).

À travers le PNP, une nouvelle force contestataire dans le champ politique, le mouvement autochtone bouscule le jeu du pouvoir et l'oblige, par l'ampleur de ses actions, à traiter avec lui.

Les avancées sur le plan juridique et politique ne signifient pas pour autant que les mentalités et les pratiques sociales suivent. Une discrimination plus insidieuse a du mal à s'éteindre. Par ailleurs, la politique publique manque de cohérence et de programme à long terme pour régler le problème indigène. La méconnaissance de la problématique ethnique de la part de l'État et des partis politiques joue fortement dans cette négligence. Il est même possible de mener plus loin la remise en cause de ce progrès : la stratégie du pouvoir

étatique ne manipulerait-elle pas la population indigène en lui faisant miroiter la reconnaissance de ses droits alors même qu'elle limite la portée du phénomène de contestation à une simple « question indigène » pour étouffer toute velléité démocratique de la part des autres acteurs sociaux ?

## LES LIMITES À L'AVANCÉE DES DROITS INDIGÈNES ET LES DÉFIS ACTUELS INDUITS PAR LA GLOBALISATION

### **Des limites structurelles: un progrès biaisé sur le plan national**

L'évolution des mentalités peut être lente et coriace. La discrimination des indigènes dans les pratiques sociales est malheureusement une réalité encore très présente dans la société équatorienne. Et ce ne sont pas les textes juridiques qui peuvent modifier d'un seul coup les préjugés à l'encontre du peuple autochtone. Néanmoins, la montée de la participation politique indigène dans les organes municipaux et provinciaux, de même que la fréquence des concertations entre différents groupes sociaux sont des voies privilégiées pour faire évoluer, peu à peu mais de façon durable, les mentalités. Mouterde montre comment la persistance des préjugés peut être néfaste pour la bonne compréhension du fait autochtone. Il met le désintérêt de la gauche latino-américaine pour le mouvement autochtone sur le compte de ces mêmes préjugés qui sont ancrés très profondément dans ces sociétés.

La revendication proprement indigène et véhiculée dans le slogan « nada sólo para los indios » peut être perçue comme problématique. Les autres mouvements sociaux ne se sentent pas forcément bien représentés par ce mouvement autochtone.<sup>16</sup>

### *Une méconnaissance du fait autochtone par les pouvoirs publics et les partis politiques*

L'incapacité (Gallegos dirait la mauvaise volonté ou même la volonté!) de l'État à mettre en place une solution sur le long terme pour régler le conflit qui l'oppose au peuple

---

<sup>16</sup> « Las opiniones son controvertidas, el movimiento indígena ecuatoriano, (...) pretende asumir propuestas y conquistas que le den mayor protagonismo. Mientras tanto, otros movimientos sociales no se sienten debidamente representados y el Estado hace esfuerzos para contener las multiplicadas demandas sociales y económicas del conjunto de sectores populares », p.103. García Serrano, Fernando. « Política, Estado y diversidad cultural : la cuestión indígena en la región andina ». *Nueva Sociedad*, no. 173 (mai-juin 2001), p. 94-103.

indigène est manifeste. La méconnaissance de la composante ethnique est un facteur d'explication de cette incapacité. Il s'en suivrait un accroissement de l'action politique pour le mouvement indigène. La force contestataire du mouvement constituerait une menace pour l'ordre établi. Serrano perçoit dans l'intégration de la logique multiculturelle par l'État, la possibilité d'une désintégration de l'État-nation et de la remise en cause de son homogénéité comme de la centralité du pouvoir. Selon lui, les jeunes démocraties andines doivent relever le défi pour assurer leur survie. Finalement ce vide laissé par l'État se retournerait contre lui. Cette explication est contestable car il est naïf de croire que l'État n'est pas conscient des effets néfastes de son action politique. Sur ce point, l'analyse critique de Gallegos apparaît comme beaucoup plus juste.

Par ailleurs, la relation avec d'autres partis politiques reste encore marginale. Serrano met en évidence un double mouvement de refus : la volonté de se tenir à l'écart de la part des organisations indigènes, et l'ignorance systématique du fait autochtone par les partis politiques traditionnels. Mouterde va le plus loin dans la critique de cette non prise en compte du statut autochtone dans les partis de gauche, alors même que la dimension populaire de leurs revendications les rapproche de la tradition de la gauche latino-américaine.

*La « question indigène » :  
une stratégie politique d'isolement et de discrédit du mouvement autochtone*

L'approche des contestations populaires en termes de « cuestión indígena » peut être perçue comme le fruit d'une stratégie gouvernementale de manipulation dans le but de canaliser le mouvement autochtone et de le circonscrire à un problème isolé. La dimension politique et globale du problème indien est niée consciemment. L'action de l'État n'est pas novatrice, au contraire, elle perpétue insidieusement les politiques indigénistes qui discriminent systématiquement le peuple indigène. Sous les dehors d'une avancée de principe, l'État procède à une « ethnification » du mouvement indigène pour museler l'espace d'expression démocratique.<sup>17</sup> Cette stratégie s'accompagne d'une bipolarisation des acteurs politiques rendus opaques l'un à l'autre. Cet espace politique bipolarisé menace la résolution des conflits, car elle exclut d'emblée toute possibilité de négociation. D'autre part, la manière exclusive de traiter avec les indigènes dans les concertations tend à

---

<sup>17</sup> « una apertura interpretativa del mismo [conflicto] podría des-inigenizar el campo de disputa política y dar cabida a la emergencia de potenciales nuevos protagonistas (...), la estabilización de lógicas y mecánicas de control político de la acción colectiva (...) no contribuyen a otra cosa sino a congelar una de las principales fuentes y señales de vitalidad democrática de una sociedad », p. 20-23, Ramirez Gallegos, Franklin. « Las paradojas de la cuestión indígena en el Ecuador : etiquetamiento y control político ». *Nueva Sociedad*, no. 176 (nov-déc. 2001), p. 17-23.

susciter le mécontentement du reste de la population et à exacerber en fin de compte les rivalités entre groupes ethniques. La façon de nommer le conflit cache la logique de contrôle politique qui sous-tend la politique étatique. Cette stratégie adoptée par le pouvoir central rend caduques les articulations entre intérêts des indigènes et ceux du reste de la société. La question indigène se trouve alors circonscrite à un problème particulier plutôt qu'à un fait de société qui pourrait déstabiliser les fondements du pouvoir étatique. Le traitement de la question indigène est soumis ainsi à un « contrôle politique » d'une incroyable efficacité qui menace l'identité indigène au moment même où le pouvoir politique prétend l'intégrer.

L'accélération des politiques néolibérales dans le cadre des Programmes d'ajustement structurel (PAS) constitue une réelle menace pour le peuple équatorien et plus spécifiquement les communautés indigènes. En effet, l'entrée dans la seconde phase des PAS depuis février 2003, vise à mettre en œuvre une politique de privatisation du secteur public. Ces mesures communément appelées de seconde génération suivent la période de stabilisation macroéconomique initiée en 1983.

### **L'approfondissement effectif des politiques néolibérales**

#### *Les batailles perdues et la montée de nouveaux acteurs, les « ONGD »*

Les avancées des mesures néolibérales constituent autant d'échecs dans le combat mené par le mouvement indigène. Dans le cadre des PAS, l'Équateur a mis en place des politiques néolibérales, de restriction budgétaire et de coupures dans les services publics, à partir des années 1980. La mise en œuvre de ces politiques ne s'est pas fait sans heurt et les soulèvements répétés des mouvements sociaux ont tenté de contrer leur avancée. Néanmoins, certaines mesures néolibérales se sont imposées malgré l'opposition. La plus révélatrice est la dollarisation, passée en septembre 2000 sous le gouvernement Noboa, en dépit de la destitution de son promoteur initial, Jamil Mahuad, le 21 janvier 2000, à la suite du soulèvement insurrectionnel autochtone. La Junte de salut national alliée au mouvement indigène s'est en effet trouvée dissoute par le général Mendoza qui plaça Gustavo Noboa au pouvoir. A l'aune de cet événement, le mouvement indigène révèle la limite de son contre-pouvoir.

À la différence de l'Argentine, la dollarisation en Équateur a supprimé la monnaie nationale, « el sucre ». Cette perte porte un coup dur à l'identité nationale<sup>18</sup>. Elle entame en même temps la souveraineté nationale, l'État n'ayant plus le contrôle de son économie. Par ailleurs, l'économie du pays est devenue plus vulnérable, rendue moins compétitive sur le plan international, en raison de la hausse des prix due à la valeur du dollar. La dollarisation entraîne avec elle la récession économique plus qu'elle ne favorise le développement du pays, d'autant que 40% du budget national reste alloué au remboursement de la dette extérieure.

On peut caractériser la dollarisation comme une privatisation d'une ressource publique, la monnaie. La privatisation de l'espace public suit la logique de la globalisation économique et financière prônée par la ZLEA.

La privatisation de l'eau à Guayaquil, la ville la plus peuplée du pays, consacre l'entrée de l'Équateur dans la phase des mesures de seconde génération. Ces mesures ont un effet immédiat sur le quotidien de la population et risquent d'exacerber considérablement les mécontentements et d'attiser les luttes sociales. A Guayaquil, les écoles publiques doivent déjà faire face à de gros problèmes d'endettement.

Le rétrécissement des interventions étatiques dans le domaine social a ouvert la voie à l'essor des ONGD\* nationales et surtout internationales. Ces dernières sont souvent un vecteur de division au sein des groupes indigènes, chacun voulant être le bénéficiaire des projets de développement ou des crédits alloués. Les congrégations religieuses, telles les Églises baptistes, jouent également un rôle primordial dans cette fragmentation des groupes de base.

*L'espoir trahi de Gutierrez :  
une instrumentalisation politique du mouvement indigène*

Le revirement de Lucio Gutierrez, une fois au pouvoir, discrédite complètement le mouvement indigène face à l'exercice du pouvoir. Le parti Sociedad Patriótica 21 de enero de Gutierrez s'était en effet allié au Movimiento PNP indigène pour la campagne électorale et avait basé son programme sur la défense des plus pauvres. Mais après avoir remporté les élections, Gutierrez a rapidement limogé tous les ministres du PNP et consacré ainsi sa rupture avec le parti indigène. Néanmoins, il faut souligner que c'était la première fois

---

<sup>18</sup> Interview de Fernando Lopez, membre de l'organisation « Convergencia democrática para una nueva sociedad » qui fait partie de l'action du PNP. 7 juin 2003. [www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net)

\* Organisations Non Gouvernementales de Développement

dans l'histoire de l'Équateur qu'une femme indigène occupait un ministère clé, même si ce fut de courte durée. Nina Pacari, nommée aux Affaires étrangères en janvier 2003, fut destitué le 7 août.<sup>19</sup> Face aux pressions des élites économiques et financières, Gutierrez s'est voulu rassurant en affirmant qu'il n'était en aucun cas prisonnier du mouvement indigène : « Yo soy Gutierrez ».

L'échec de l'avènement d'un changement est manifeste aussi dans la composition actuelle du gouvernement. Au ministère de l'économie, le néolibéral Mauricio Poso est connu pour sa participation dans les gouvernements antérieurs aux négociations avec le FMI et la BM.

Par ailleurs, le gouvernement de Gutierrez a signé la neuvième lettre d'intention du FMI, s'engageant ainsi dans la poursuite et l'approfondissement des politiques néolibérales. Les PAS privent l'État d'une marge de manœuvre importante dans la direction de sa politique puisque près de 40% du budget national continue à être dédié au remboursement de la dette.<sup>20</sup> A cela viennent s'ajouter les conditionnalités de la dette.

C'est paradoxalement sous la présidence de Gutierrez que l'offensive néolibérale atteint un stade supérieur d'effectivité par la consolidation du schéma d'ajustement mis en place depuis vingt ans. En effet, l'Équateur est rentrée en février 2003 dans sa phase de mesures de « seconde génération » caractérisée par une série de privatisations. Les puits les plus rentables de pétrole doivent être vendus au capital étranger. Une politique de privatisation des fonds de pension est également prévue ainsi qu'un approfondissement des concessions dans les domaines de l'électricité et des télécommunications.

Déjà une série d'augmentations des prix est à l'œuvre. Le transport public a connu une hausse de 20%, le prix des combustibles est en augmentation et le gel de salaires des professeurs a provoqué de forts mécontentements dans la population et de nombreuses manifestations se sont déroulées ces derniers mois.

Le mouvement indigène se trouve ainsi trahi politiquement et décrédibilisé par l'orientation du pouvoir politique. Son instrumentalisation sape sa reconnaissance et bloque sa représentativité dans le champ de l'exécutif. Le PNP se retrouve mis de force dans le camp de l'opposition.

---

<sup>19</sup> Fin juillet, Gutierrez limoge la ministre de l'Éducation Indienne et le 6 août les trois autres ministres de Pachakutik. Op. cit. Courrier International.

<sup>20</sup> Cf. Annexe 3. Graphiques 1 et 2.



*Un « déficit démocratique » indéniable*

Cette pratique politique de changement de cap une fois les élections passées, réduit considérablement la notion de la démocratie qui s'en tient à une simple « démocratie élective »<sup>21</sup>. Seul compte le processus démocratique des élections. La nécessité de rendre des comptes et l'obligation de respecter ses alliances et programmes électoraux sont évincées de la définition. Aucune mesure n'est envisagée pour assurer le fonctionnement de la démocratie après les élections. C'est une conception très tronquée de la démocratie mais qui tend à devenir une donnée constante dans tous les États d'Amérique. Le processus de la ZLEA privilégie cette définition de la démocratie étant donné que la condition pour participer aux négociations est d'être un gouvernement issu d'élections démocratiques. Mais le fonctionnement démocratique ne caractérise pas pour autant le processus de la ZLEA.

**Le processus de la ZLEA: une force menaçante**

Les impacts prévisibles de la ZLEA sur l'agriculture risquent d'affecter considérablement les populations indigènes dans leur mode de production. Des systèmes productifs à haut rendement, basés sur la technologie, l'usage de produits chimiques et l'introduction de semences transgéniques perturberaient profondément les modes de vie et de production propres aux communautés. La monoculture menacerait considérablement l'agriculture de subsistance et la qualité des sols. Elle bouleverserait également les pratiques agricoles des indigènes, habitués à laisser en jachère une partie de leurs terres.<sup>22</sup> Les organisations indigènes demandent des politiques de protection pour la petite agriculture, les paysans étant incapables de concurrencer les grandes firmes agro-alimentaires.

Un autre champ litigieux des accords commerciaux concerne la propriété intellectuelle. Les entreprises pharmaceutiques pourraient s'approprier les molécules de plantes utilisées dans la médecine traditionnelle par les autochtones. Le brevetage de certaines molécules a déjà été réalisé par certaines compagnies américaines. Les indigènes seront alors contraints

---

<sup>21</sup> Brunelle, Dorval. « La notion de déficit démocratique dans le contexte de la globalisation des marchés : le cas de la ZLEA ». [www.ceim.uqam.ca](http://www.ceim.uqam.ca)

<sup>22</sup> Chancoso, Blanca et Martha Cecilia Ruiz. « Pueblos indígenas contra el ALCA : Otra mirada de la integración ». [www.alcaabajo.cu/sitio/impacto\\_del\\_alca\\_sobre\\_los\\_pueblos/articulos/pueblos\\_in ...](http://www.alcaabajo.cu/sitio/impacto_del_alca_sobre_los_pueblos/articulos/pueblos_in...) Consulté le 8-11-2003. P. 3.

de payer des droits pour utiliser leur propres remèdes ou ne pourront plus même s'en servir faute de moyens financiers!

C'est en ce sens que l'« intégration » prônée par la ZLEA représente davantage une désintégration pour la population indigène et favorise une déstructuration et un affaiblissement du tissu social existant.

*La souveraineté de l'État équatorien mise à mal :  
une menace indirecte pour le mouvement indigène*

Si l'on se penche sur le processus en cours de la ZLEA, il est possible d'évaluer la menace effective qui pèse sur la souveraineté des États nationaux en Amérique du Sud. Les chapitres 10 et 11 sur les investissements et les marchés publics de l'ALÉNA qui constituent le socle de base de l'élaboration de la future ZLEA, sont révélateurs du privilège accordé aux entreprises étrangères au détriment des États nationaux, dans la future ZLEA. Les dispositions de ces articles sont reprises par les groupes de négociation dans le cadre de la ZLEA. Le chapitre 11 sur les investissements stipule qu'une entreprise étrangère a le droit de mener un procès contre un gouvernement national, au détriment de celui-ci et des entreprises nationales. C'est une véritable entrave à la souveraineté des États nationaux. Les grands gagnants sont bien sûr les investisseurs étrangers les plus importants, essentiellement les groupes américains. Le chapitre 10 sur les marchés publics imposent l'ouverture des marchés publics de plus de 50000 dollars US au capital étranger sans aucune restriction par un quelconque traitement national.<sup>23</sup> La globalisation économique et financière à l'échelle du continent latino-américain constitue une force de désintégration sociale des populations vulnérables et contribue davantage à une polarisation de la pauvreté. Les impacts de la ZLEA questionnent la viabilité même des démocraties dites libérales.

*La restriction de l'espace public et de la notion de démocratie.  
Quelle viabilité pour une démocratie libérale?*

La privatisation de l'espace public touche même les lieux de débat public, placés en dehors des espaces traditionnels de délibération. La contestation à la ZLEA s'effectue à l'extérieur du processus de négociation. Le Comité des représentants gouvernementaux sur la participation de la société civile (CRG) n'a qu'une valeur de proposition et n'implique en aucun cas la participation des Organisations de la Société Civile au processus de négociation tenu à huis clos.

---

<sup>23</sup> Brunelle, Dorval. « La ZLEA après Quito ». Décembre 2002. [www.ceim.uqam.ca](http://www.ceim.uqam.ca)

Une des conséquences de l'absence de fonctionnement démocratique du gouvernement équatorien est la perte d'un espace public de négociation et l'incapacité à instaurer un véritable parlementarisme.

La libéralisation dans le cadre du processus de la ZLEA prend une acuité nouvelle en s'attaquant à des domaines tels que la propriété intellectuelle ou les marchés publics. En favorisant en premier lieu les investisseurs étrangers et les acteurs économiques et financiers, cette « intégration » continentale entrave la souveraineté même des États et fait fi d'une quelconque représentativité démocratique de ces acteurs économiques. Il est alors possible de se demander jusqu'à quel point une démocratie dite libérale se soustrait-elle à toute contradiction dans les termes.

Face à ces menaces, le mouvement indigène se doit de trouver de nouveaux canaux de contestation en déployant des stratégies d'action originales et efficaces. Son défi permanent est de se maintenir en force menaçante, de continuer à se donner les moyens de promouvoir un mode de développement alternatif face aux politiques néolibérales et à la ZLEA.

La contestation qui résulte de la mise en œuvre des politiques néolibérales et de la poursuite des négociations dans le cadre de la ZLEA se trouve aujourd'hui exacerbée par l'évincement des représentants indigènes de la sphère du pouvoir exécutif. En effet, le discrédit porté aux leaders du PNP par le même Gutierrez qui porta leur cause dans sa rhétorique politique puis électorale, force le mouvement autochtone à réagir et à repenser ses stratégies d'action face au pouvoir politique. À travers le développement de nouvelles stratégies de défense et d'offensive contre le gouvernement actuel, le mouvement autochtone questionne de manière plus profonde la légitimité même du politique en Équateur.

## LES STRATÉGIES DE DÉFENSE DU MOUVEMENT INDIGÈNE ET LA MULTIPLICATION DES CANAUX DE CONTESTATION

### **Des moyens de défense et de contestation originaux et novateurs**

La lutte du mouvement indigène peut se comprendre à l'aune de la menace que fait peser l'offensive néolibérale sur l'identité même du peuple autochtone. Les mesures néolibérales attaquent de plein fouet les modes de vie des indigènes en induisant des transformations brutales, visibles dans le quotidien. Par-delà ces changements, c'est l'identité culturelle même des Autochtones qui s'en trouve menacée.<sup>24</sup> D'où le déploiement d'une forte stratégie identitaire de la part du mouvement autochtone pour contrer cette globalisation homogénéisante.

L'identité des acteurs se trouve ainsi remodelée. L'abandon d'une identité exclusive, de classe, au profit de revendications plus culturelles viendrait comme répondre à cette menace portée par la globalisation sur l'identité indigène. D'où les efforts déployés pour revendiquer le bilinguisme, la revalorisation ethnique et la cosmogonie indigène. De plus, l'adoption de symboles tel le drapeau de la « huipala » aux sept couleurs de l'arc-en-ciel, ou tel le slogan « ama quilla, ama llula y ama shua », « exempt de paresse, de mensonge et de corruption », participent de cette même volonté de revendication identitaire. Cette création constante de son identité permet au mouvement de maintenir sa spécificité sociale autochtone pour rester crédible lors de propositions démocratiques communes quand le peuple indigène se définit comme citoyen équatorien au même titre que le reste de la population. L'identité est le fruit d'une construction qui sert des intérêts propres et qui fait partie intégrante de la stratégie politique du mouvement.

### *Sur le plan des actions de mobilisation*

Le mouvement indigène s'est distingué ces dernières vingt dernières années par ses formes de contestation originales et l'un de ses défis est de poursuivre dans cette voie

---

<sup>24</sup> « Le néolibéralisme n'a-t-il pas tendance à vouloir broyer dans sa logique marchande toutes les sphères de l'activité humaine (y compris sa dimension spécifiquement culturelle), finissant par atteindre certains secteurs « périphérisés » ayant jusqu'à présent échappé en partie à son influence, touchant donc en priorité paysans et Autochtones des sociétés du Sud, attaquant de plein fouet leur horizon culturel? ». Mouterde, Pierre. Op. cit., p. 96.

d'innovation constante de canaux de protestation pour se maintenir comme mouvement social de premier plan dans le paysage équatorien.

Les actions de protestation ont revêtu jusque là des formes originales, non dénuées d'inventivité. Elles privilégient les voies non institutionnelles pour exprimer le mécontentement du peuple. Soulèvements, blocage des routes, occupations d'espaces politiques à forte connotation symbolique de la lutte contre le pouvoir en place telle la « plaza de Independencia » de Quito où se trouve le palais présidentiel. Ces soulèvements massifs, caractérisés par leur dynamisme et leur fréquence, représentent un instrument politique certain pour faire pression sur le pouvoir et obtenir gain de cause. Les grandes marches de mobilisation se caractérisent par leur pacifisme, ce qui ne signifie par pour autant qu'elles restent « silencieuses ».<sup>25</sup>

Néanmoins, les échecs, en particulier les leçons tirées du soulèvement raté du 21 janvier 2000 ont déjà, par le passé, incité le mouvement autochtone à repenser ses stratégies. A l'époque, l'insurrection autochtone soutenue déjà par Gutierrez et d'autres officiers, renversa le président Jamil Mahuad sans pour autant parvenir à maintenir l'instauration d'une Junte de statut national, dissoute en effet par la faction armée opposée menée par le général Mendoza qui remit le pouvoir entre les mains du libéral et conservateur Gustavo Noboa, ce qui consumma l'échec de la tentative de coup d'État par les progressistes. La priorité fut alors donnée à une intégration démocratique, par voie électorale pour être cohérent avec les principes d'exigence démocratique du mouvement autochtone. C'est ainsi que le mouvement indigène s'attela à promouvoir son bras politique, le PNP. La volonté de « démocratiser la démocratie »<sup>26</sup> guidait désormais l'action politique du mouvement.

*Le manifeste en 22 points à Gutierrez :  
le difficile équilibre entre participation et contestation du pouvoir*

En réaction à la trahison de Gutierrez, plusieurs fédérations indigènes ont écrit un manifeste en 22 points au gouvernement actuel, les 14 et 15 octobre 2003, lors de la tenue d'une Assemblée extraordinaire. Face à la violation des droits autochtones, le mouvement indigène y expose toutes ses revendications ainsi que ses stratégies d'action à venir.<sup>27</sup> C'est un véritable ultimatum lancé au gouvernement. Néanmoins, on ne peut que déplorer le manque d'efficacité de telles déclarations qui n'ont aucun pouvoir juridique contraignant, se développant dans le champ de l'opposition, à l'extérieur des espaces traditionnels de

<sup>25</sup> Distinction faite par Blanca Chancoso, membre de la CONAIE. Entrevue radio : [www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net)

<sup>26</sup> Expression de Fals Borda, Orlando.

<sup>27</sup> Cf. Annexe 2.

négociation publique. Le mouvement indigène se retrouve à l'heure actuelle dans une véritable impasse qui dépasse le cadre du simple conflit social pour questionner la légitimité même de la démocratie en Équateur. Le manifeste stipule cependant une volonté de faire pression sur le PNP pour affirmer son opposition dans l'enceinte parlementaire à la diminution des budgets alloués aux services sociaux au profit du doublement du budget militaire et des forces de sécurité. C'est la responsabilité politique du parti qui est en jeu. Le mouvement indigène l'enjoint de procéder aux mesures nécessaires pour juger politiquement les actions du gouvernement, telle la politique pétrolière mise en place par le ministre de l'énergie et des mines, Carlos Arboleda, et qui viole les droits territoriaux des peuples indigènes. Les dégâts causés par l'industrie américaine Chevron Texaco sur les conditions de vie des indigènes en Amazonie est un signal d'alerte. Les sols sont rendus impraticables par le déversement incontrôlé de pétrole brut à l'issue de l'extraction ou des fuites de l'oléoduc. L'eau des rivières est elle-même polluée et de multiples maladies se sont développées au sein de la population. Actuellement, un procès est en cours pour réclamer des compensations financières aux dommages causés. Mais déjà un des leaders, Angel Shingre, fut assassiné. La présence militaire dans la région s'est accrue face à la montée des contestations appuyées par les milieux estudiantins.<sup>28</sup> Même si le droit de la terre est reconnue à plusieurs communautés indigènes d'Amazonie, le sous-sol étant propriété de l'État, ce droit se trouve bafoué indirectement par l'extraction irresponsable du pétrole.

### **Des alliances nationales et internationales: vers une transnationalisation du mouvement autochtone**

#### *Au niveau national : une coordination horizontale*

Les différentes fédérations se coordonnent pour accroître la visibilité de leurs revendications auprès du pouvoir étatique. Les signataires du manifeste en 22 points au gouvernement Gutierrez représentent plusieurs fédérations indigènes : la CONAIE, ECUARUNARI, CONFENIAE et CONAICE. Sur le plan national et au niveau des revendications plus spécifiques à la population autochtone, le mouvement indigène réclame la mise en application des droits collectifs qui leur ont été reconnus dans la Constitution. De plus, il condamne le décret exécutif 914 du 6 octobre 2003 qui supprime le droit du Conseil National des Nationalités et Peuples de l'Équateur à nommer le Secrétaire exécutif, désormais désigné par le président lui-même. La montée en force du pouvoir exécutif restreint la marge de manœuvre et l'autonomie des institutions indigènes

---

<sup>28</sup> [www.geocities.com/shinallatak](http://www.geocities.com/shinallatak)

publiques. Le mouvement exige également le respect des processus favorisant un traitement spécifique de la santé des indigènes dans la restructuration en cours du Ministère de la Santé. En matière d'éducation, le maintien de la décentralisation administrative, technique et financière est réclamé également, ainsi que l'élargissement des marges de manœuvre de la DINEIB (Direction Nationale d'Éducation Interculturelle Bilingue). Globalement, le mouvement indigène veut défendre ses acquis et le pouvoir des institutions indigènes, menacé actuellement par des réformes et décrets qui restreignent leur autonomie. De plus, il réclame une augmentation des budgets accordés aux différentes institutions indigènes tels la CODENPE, la DINEIB et la DNSI.

Les alliances s'effectuent également avec d'autres types de groupes sociaux au sein de la société équatorienne. Les interactions multipliées entre le mouvement autochtone de la CONAIE (Confédération des nationalités indigènes d'Équateur) et les autres acteurs sociaux, tels les groupes de femmes, les écologistes, les ONG nationales ou internationales, ont abouti à un regroupement à partir de 1995 dans la CMS (Coordination des mouvements sociaux). Ce travail commun vise à rassembler les thèmes mobilisateurs des différents acteurs et à coordonner leurs actions pour mieux se faire entendre auprès des pouvoirs publics et pour constituer une force de contestation crédible. Cette stratégie d'action est renouvelée dans le manifeste en 22 points qui stipule clairement la volonté du mouvement indigène à promouvoir ses actions contre les mesures néolibérales et pour la défense des droits du peuple équatorien en accord avec les autres secteurs de la société.<sup>29</sup>

#### *Un réseau international développé*

Par-delà les alliances nationales, le mouvement autochtone tisse également des liens avec des regroupements extérieurs, transnationaux et continentaux. Son action est liée à celle des autres mouvements indigènes, tels la CSUTCB (Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie), la COICA (Coordination des organisations indigènes du bassin amazonien) ou les organisations nationales des indigènes du Mexique, du Chili, de Colombie et du Panama. Leurs revendications se coordonnent sur le thème de la lutte contre la ZLEA. Ces organisations indigènes ont d'ailleurs publié une déclaration commune contre la ZLEA le 28 octobre 2002, lors d'une réunion internationale à Quito.<sup>30</sup> La ZLEA y est dénoncée comme un « nouvel instrument de spoliation, de génocide et d'ethnocide »<sup>31</sup>. Les mouvements indigènes font explicitement remonter leur lutte à l'arrivée des colons espagnols. « Nous déclarons aux chefs d'État de notre continent que,

---

<sup>29</sup> Points 2 et 3 du manifeste. Cf. Annexe 2.

<sup>30</sup> Cf. Annexe 1.

<sup>31</sup> Dossier Courrier International. « Les Indiens aux portes du pouvoir ».

pour nous, les premières nations d'Abya-Yala, c'en est assez de ces cinq cent dix années de pillage et d'exclusion ». La rhétorique utilisée correspond bien à la définition du mouvement social faite par la CONAIE<sup>32</sup>. Il est néanmoins intéressant de souligner la revendication des cadres nationaux comme entités intégrées dans la logique des mouvements indigènes. En effet, ils perçoivent dans la ZLEA une menace pour « les États nationaux [qui] finiront pas être démantelés et par devenir des colonies soumises ». Étant donné que les mouvements indigènes existent par leur relation au pouvoir étatique et que leurs revendications s'inscrivent dans le cadre de l'État-nation, et dans la mesure où le processus de la ZLEA contourne l'autorité souveraine des États, la ZLEA est une menace pour la consolidation de l'État équatorien et pour les droits des indigènes qui sont reconnus par la Constitution nationale.

La CONAIE a également tissé un réseau de relations très étendu avec d'autres groupes sociaux étrangers. Elle est membre de l'Alliance Sociale Continentale qui vise à proposer des politiques alternatives à l'« intégration » prônée par la ZLEA, et participe aux nombreux forums mondiaux sociaux.

La transnationalisation du mouvement indigène constitue une force politique nouvelle dans l'évolution sociale du peuple autochtone. Leur visibilité nouvelle sur le plan international a contribué à réformer les organisations internationales qui intègrent dorénavant les questions autochtones à leur agenda : les Nations Unies ont ainsi déclaré l'année des peuples indigènes en 1993 et ont créé un groupe de travail spécial dédié aux questions indigènes et auquel participent les autochtones.<sup>33</sup>

### **Vers une redéfinition de la "citoyenneté" et du rapport au politique: de "nouveaux mouvements sociaux" ?**

Par-delà ces actions de lutte et de revendications, c'est le rapport au politique qui doit être redéfini et, significativement, l'action politique elle-même qui doit l'être. Cet enjeu dépasse largement la seule problématique du mouvement indigène à un double titre : d'abord en tant que mouvement social de la société équatorienne; ensuite, en tant que partie prenante avec d'autres mouvements sociaux ailleurs dans le monde, engagés dans la lutte contre la globalisation. La multiplication des liens avec des organisations internationales met en évidence l'internationalisation du mouvement autochtone équatorien. Pour contrer le projet néolibéral de la ZLEA dont la portée dépasse les

<sup>32</sup> Voir définition dans la partie I, à la page 11.

<sup>33</sup> Brysk, Alison. « Turning weakness into strength: the Internationalization of Indian Rights ». *Latin American Perspectives*, 89, vol. 23, no. 2, 1996, p.45.



frontières, les indigènes ont choisi de mener leur lutte sur le même terrain, au niveau supranational. C'est en ce sens qu'Yvon Le Bot définit les mouvements autochtones comme des mouvements sociaux modernes.<sup>34</sup> La recherche de soutien au niveau international, et le développement de réseaux constituent une force indéniable dans la stratégie de renforcement des capacités du mouvement. D'autant que la CONAIE a acquis une forte visibilité sur le plan international. Cet essor a également profité de la structuration commune des différents groupes indigènes nationaux en une force de contestation panindigène et transnationale.

Le projet politique du mouvement indigène est ambitieux car il veut transformer de la base l'État équatorien en un véritable pouvoir démocratique et représentatif de la volonté de la société civile, et non plus comme la chasse gardée d'une élite économique et politique. Luis Macas ancre l'ambition stratégique du mouvement indigène équatorien dans un projet politique de plus grande envergure visant à redéfinir l'État équatorien dans un sens plus démocratique.

« Dans [notre] projet politique, notre horizon a été de changer profondément et radicalement les structures de l'État équatorien et les formes à travers lesquelles l'État et ses classes dominantes ont imposé leur pouvoir sur l'ensemble de la société (...); l'objectif est de déplacer le pouvoir de la communauté vers l'État, c'est-à-dire de parvenir à ce que le pouvoir soit dans les mains de la communauté et non comme actuellement aux mains d'un petit groupe de privilégiés (...). »<sup>35</sup>

Cette stratégie d'action implique un élargissement de l'espace politique à la « société civile d'en bas »<sup>36</sup>, et s'inscrit nécessairement dans un processus de longue haleine. La trahison de Gutierrez met en évidence la difficulté pour le mouvement indigène d'accéder de façon verticale au pouvoir. Cette mise en échec montre la rupture entre le pouvoir d'en haut et celui d'en bas. Le défi relevé par la CONAIE est de reconstruire le pouvoir sur ses bases populaires.

<sup>34</sup> « [les Autochtones] se sont placés dans la perspective de chercher des réponses à la domination néolibérale à partir de la société civile, et pour cela ils se situent au niveau supranational, parce que l'adversaire est supranational, comme le nouveau capitalisme ou néolibéralisme. ». Le Bot, Yvon, « Los indigenas contra el neoliberalismo », *La Jornada*, 6 mars 2000. Cité par Pierre Mouterde, Op. cit., p. 94.

<sup>35</sup> Macas, Luis. « Diez años del levantamiento del Inti Raymi en Ecuador », *América latina en movimiento*, no. 315, 13 juin 2003, p12-15. Cité par Mouterde. Op.cit., p. 104.

<sup>36</sup> Expression de François Houtard : « Il existe en effet un société civile d'en bas, qui est l'expression de groupes sociaux défavorisés ou opprimés, qui expérimentent et découvrent peu à peu les causes de leur situation. C'est elle qui est la base des résistances qui s'organisent et se mondialisent aujourd'hui. », *Contretemps*, no. 2, septembre 2001, p.115, cité par Mouterde, Op. Cit., p. 95.

« Ce que le mouvement indigène a proposé, c'est une construction depuis le bas, depuis les bases, depuis les ciments du pouvoir (...) non pour prendre le pouvoir sinon pour ouvrir l'espace de la politique vers la construction d'un pouvoir démocratique et participatif. »<sup>37</sup>

La multiplication des alliances horizontales, depuis la base, peut sans doute constituer une force nouvelle pour obliger en retour l'État à se redéfinir. Néanmoins, la structuration du mouvement en force politique et sa visibilité croissante sur le plan international ont contribué à éloigner les leaders de la base et des communautés dont les besoins ne sont pas nécessairement bien représentés par un mouvement en proie aux luttes internes et aux luttes inter-fédérations. En temps de crise, il ne faut pour autant sous-estimer les capacités de mobilisation du mouvement indigène. La transnationalisation du mouvement contient un fort potentiel de contestation de l'État national. C'est la légitimité même de l'État qui se trouve questionnée en retour.

---

<sup>37</sup> Macas, Luis. Op. Cit.

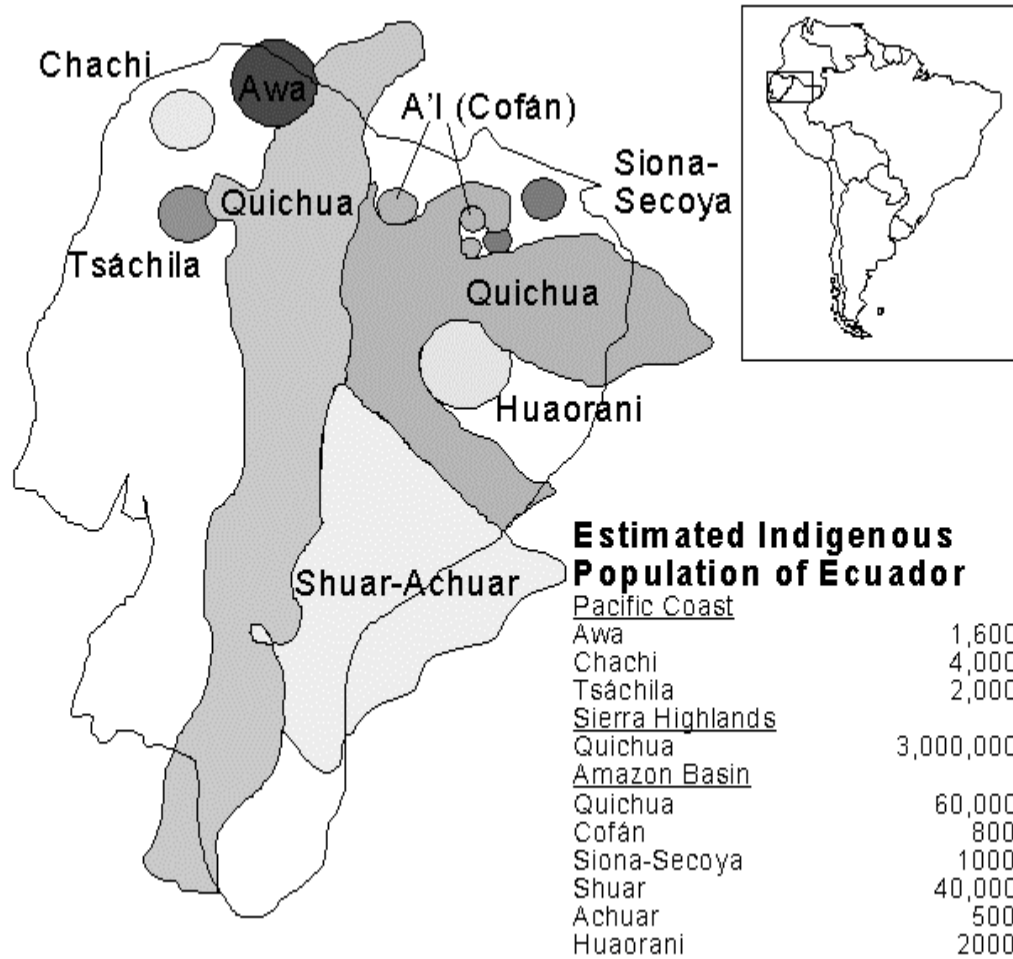
## CONCLUSION

Dans ce petit pays qu'est l'Équateur, trop souvent mal connu, si ce n'est ignoré, s'est développé un mouvement indigène d'une grande ampleur qui interroge les bases sur lesquelles se fonde la démocratie libérale en Équateur. La reconnaissance internationale a permis de modifier la politique nationale de l'Équateur en accordant des droits constitutionnels aux indigènes. Mais actuellement, le mouvement équatorien revendique l'application de ces droits, le plus souvent bafoués et en contradiction réelle avec les politiques néolibérales. C'est l'efficacité des liens transnationaux qui se trouve du même coup remise en question. L'intensification de la coordination avec d'autres mouvements sociaux, nationaux et internationaux, peut-elle suffire à modifier en profondeur l'État équatorien? Le défi est de taille pour le mouvement indigène, mais en jouant sur plusieurs échelles, au niveau national et étranger, il met à profit tous les canaux de lutte possibles pour faire valoir ses revendications. Son éviction récente de la sphère gouvernementale et du processus de représentation électorale n'en reste pas moins une entrave supplémentaire au déploiement de sa stratégie d'action. Il faut s'attendre à des conflits de grande envergure avec le pouvoir étatique d'ici les prochains mois et ne pas sous-estimer le potentiel de ressources de ce mouvement qui a fait preuve jusqu'à maintenant d'une grande capacité de réaction et de contestation. La volonté de la part des EUA d'étendre le plan Colombie à l'Équateur et de multiplier les traités bilatéraux en priorité avec les pays andins n'est pas innocente : elle vise à saper les mouvements indigènes en même temps qu'elle révèle leur puissance de contestation des régimes politiques en place.

L'essor du mouvement, en s'inscrivant dans la prolifération contemporaine des nouveaux mouvements sociaux, partage certaines préoccupations communes quand au rapport du citoyen au politique. Il est emblématique de la crise actuelle que connaît le politique. La transnationalisation du mouvement contribue à modifier la situation nationale en retour car les « affaires de la cité » se trouvent télescopées par la multiplication des facteurs extérieurs qui entrent en jeu dans la sphère nationale. Ce phénomène fait plus largement partie d'une remise en cause profonde et générale de la légitimité de la représentativité politique. Par-delà l'opposition entre le mouvement indigène et l'entité étatique, c'est la légitimité du système de représentativité de l'État même qui est remise en cause, ainsi que la viabilité d'une démocratie libérale. Le mouvement indigène serait nouveau en ce sens qu'il porte une nouvelle conception de l'ordre politique.

FIGURE 1

NACIONALIDADES INDÍGENAS DEL ECUADOR  
INDIGENOUS NATIONALITIES IN ECUADOR



**Fuente/Source:** Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador (CONAIE), *Las nacionalidades indígenas en el Ecuador: Nuestro proceso organizativo*, 2d ed. (Quito: Ediciones Abya-Yala, 1989), 284.

## ANNEXE 1

**Déclaration des peuples indigènes contre la Zone de libre-échange des Amériques**

Le 1er novembre a pris fin à Quito, Équateur, une réunion des ministres des affaires étrangères et du commerce extérieur des pays d'Amérique pour continuer la préparation de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), espace de libre circulation commerciale devant recouvrir tout le continent américain à l'horizon de 2005. À cette occasion, de très nombreuses manifestations ont eu lieu à Quito. Des mobilisations de plus en plus amples contre ce projet ont d'ailleurs lieu dans les différents pays d'Amérique latine depuis quelques mois. Une voix mérite d'être particulièrement entendue dans ce concert d'oppositions : celle émanant de représentants des peuples indigènes. Ci-dessous, on trouvera la déclaration faite par diverses organisations indigènes d'Amérique latine, le 28 octobre à Quito. On y trouvera non seulement les arguments habituellement avancés contre la ZLEA, mais aussi une expression particulièrement caractéristique de la culture indigène.

De Quito, royaume du soleil vertical, nous, descendants des premières nations d'Abya-Yala [ nom donné au continent américain par les indigènes ], tenons à exprimer notre point de vue face à la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA), nouvel instrument de spoliation, de génocide et d'ethnocide sur les territoires sacrés qui sont les nôtres. Nous représentons des nations et des peuples indigènes héritiers de ceux qui furent les premiers occupants de ces terres il y a plus de 40 000 ans, sur ce continent dont nous sommes aujourd'hui la caution morale.

Nous avons appris que vous, représentants des différents États, avez conçu un dénommé projet d'intégration pour l'Amérique latine, sans que nous, amphitryons, premiers habitants de ces terres, en ayons été prévenus, encore moins consultés. C'est pourquoi votre seule présence nous paraît indésirable et suspecte. Nous savons qu'aux États-Unis, qui se croient les maîtres du monde, s'échafaude en secret un plan dont le but est de favoriser les multinationales américaines et quelques entrepreneurs locaux. Nous savons que ce plan entraînera de grandes destructions dans l'environnement ; nous, les peuples indigènes, nous serons de nouveau délogés de nos propres territoires, contraints d'accepter la privatisation de l'eau et l'utilisation généralisée des produits transgéniques ; les droits des travailleurs et les conditions de travail vont en pâtir ; les conditions de vie et l'état de santé des populations se dégraderont à cause de l'essor et du durcissement des privatisations des services sociaux ; beaucoup de petites et moyennes entreprises en survie feront faillite ; les droits démocratiques reconnus à la société seront encore plus limités ; la grande pauvreté, les inégalités et l'injustice augmenteront ; les cultures ancestrales et les valeurs éthiques qui nous restent disparaîtront ; enfin, les États nationaux finiront par être démantelés et devenir des colonies soumises.

De quelle intégration voulez-vous parler si l'exécution de vos plans doit entraîner notre désintégration et notre élimination, si votre projet est fondé sur la concurrence, le désir d'accumuler et l'appât du gain à tout prix, l'injustice, le mépris envers nos peuples et nos cultures, et la volonté de nous faire tous entrer dans le moule du marché et du consumérisme, si vous ne respectez pas le lien premier et fondamental qui lie tout être humain avec notre mère nourricière ?

Nous sommes venus vous parler au nom de toutes les vies, mais surtout de celles qui ont disparu. Nous sommes venus vous parler des êtres qui peuplent l'eau, la montagne et la forêt, des êtres de la fécondité, des êtres des semences, des êtres de la récolte, des êtres de l'abondance, de tous les êtres qui, comme nous, se sentent menacés par votre "plan d'intégration". En réponse à votre décision de conclure la ZLEA, nous voulons soulever les points suivants, qui constituent notre mandat :

Nous réaffirmons notre autonomie et nos libertés territoriales, culturelles, politiques et gouvernementales et, en conséquence, nous réitérons notre résistance millénaire à la conclusion de la ZLEA. Nous déclarons aux chefs d'État de notre continent que pour nous, les premières nations d'Abya-Yala, c'en est assez de ces 510 années de pillage et d'exclusion.

Rejeter le modèle qui exploite l'homme et la nature d'une manière irresponsable à l'égard des générations futures. Nous, peuples indigènes, refusons l'existence de brevets et autres droits de propriété privée qui portent sur la vie et les connaissances traditionnelles parce que, à nos yeux, ces dernières ont un caractère collectif, inaliénable, permanent d'une génération à l'autre, et sont liées à l'existence même de nos territoires ancestraux. Pour cette raison, nous, peuples indigènes, avons décidé de ne pas nous prêter au jeu de la concurrence dans le système de marché mondialisé. Exiger le droit à la possession et l'administration des ressources naturelles, de la biodiversité et des connaissances ancestrales et, dans l'éventualité d'une exploitation de ces ressources, après consultation des peuples intéressés, à une répartition équitable des bénéfices, notamment des ressources génétiques pures et dérivées auxquelles nos connaissances, innovations et pratiques contribuent.

Affirmer l'amour, le respect et la vénération que nous portons à notre Pachamama, à notre Mère nourricière et, à travers elle, l'amour, le respect et la vénération que nous portons à tous les êtres vivants. « La Terre est notre mère. Tout ce qui touche la Terre touche aussi ses enfants. Voici ce que nous croyons : la Terre n'appartient pas à l'homme, mais l'homme appartient à la Terre. » Réclamer le droit naturel et inaliénable de récupérer et conserver les territoires qui sont les nôtres et de revendiquer les territoires dont nous avons été dépouillés, ainsi que de décider librement de leur utilisation ou leur mise en valeur. Sans terre, point de vie ; sans territoire, point d'intégration. Conserver nos formes de gestion des ressources naturelles et la relation étroite que nous entretenons avec notre Terre nourricière et avec ses esprits qui sont une garantie non seulement pour nous, mais aussi pour tous les êtres vivants, pour toute la société occidentale qui a déjà oublié d'où elle vient.

Affirmer les valeurs issues de notre union avec la Terre nourricière : liens de fraternité - et non de concurrence - avec tous les êtres humains, sentiments de sollicitude et de

compassion pour tous les êtres humains, pour la pierre et le porte-musc, pour le vent et la fleur.

Réaffirmer et respecter notre tradition et notre vision du monde héritées de nos ancêtres : telle qu'on l'entend aujourd'hui dans la langue des non-indigènes, la notion de propriété foncière n'existe pas. Nous, nous disons plutôt que la mère nature nous pourvoit en fruits qui proviennent de la terre, de la montagne, des vallées, de la forêt, des rivières, des versants, des cascades, des lacs.

Ce droit, une communauté le gagne contre une autre, un peuple contre un autre, grâce à sa connaissance des secrets que cèle son territoire et qui lui sont familiers. Pour cela, il faut d'abord entrer en harmonie avec les forces et les esprits qui l'animent. Consolider les liens d'unité et de solidarité entre nos organisations indigènes et avec les différents secteurs du monde, et empêcher à l'intérieur de chacun des États nationaux que le gouvernement entreprenne de signer la ZLEA.

Maintenir les règles de comportement avec la terre, la montagne, la forêt qui s'apprennent par l'observation, la tradition orale, les rêves et les chants sacrés, des règles qui nous ont permis de survivre parfois dans un milieu aussi fragile que la forêt peut l'être, mais sans lui nuire. Il faut pour cela entrer en harmonie avec la nature et avec la force et l'esprit qui l'animent. Voici quelques-unes de ces règles :

*Sens communautaire* : Le bien-être social de nos communautés repose sur le principe de réciprocité, de complémentarité et de solidarité. En vertu de ces principes, lorsque nous possédons un territoire, celui-ci appartient à la population, et les parcelles cultivées sont du domaine des familles élargies. Combien l'humanité serait différente si nous pouvions nous intégrer en une communauté de communautés.

*Penser à long terme* : Nous mesurons le bien-être de notre peuple non seulement à ce que nous pouvons obtenir aujourd'hui, mais aussi à ce dont pourront jouir nos enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, et les enfants et petits-enfants de nos arrière-petits-enfants. C'est pourquoi nous avons conservé dans la forêt, par exemple, des zones préservées qui ne font l'objet d'aucun usage intensif, voire carrément d'aucune utilisation. Ces réserves servent de refuge à la faune sauvage, qui alimente nos zones de chasse, de culture et de pêche

Animation d'une rencontre de "Femmes contre l'ALCA (ZLEA)"

*Adopter les technologies appropriées* : Nous construisons et entretenons des terrasses, cultivons sans produits chimiques, enrichissons les sols en pratiquant l'assolement ; nous renforçons le monde agricole face aux fléaux et aux impondérables de la nature ; nous adoptons des formes renouvelables et non polluantes de production d'énergie ; nous réfléchissons à la possibilité d'adopter des ressources énergétiques renouvelables et non polluantes comme le biogaz ou l'énergie solaire. Nous sommes ouverts aux apports technologiques d'autres peuples du monde s'ils n'altèrent pas radicalement notre environnement. Et nous sommes disposés à partager le savoir qui nous vient de nos ancêtres.

*Sentiment d'humanité* : Ce sentiment communautaire que nous avons en commun chez nos peuples fondateurs, nous voudrions l'étendre à toute l'humanité. Ce sentiment d'appartenance à la Terre nourricière, nous voudrions qu'il soit vécu par tous les êtres humains. Que nous prenions tous conscience du fait que « ce n'est pas l'homme qui a assemblé l'écheveau de la vie, mais qu'il n'en est qu'un fil parmi d'autres. Tout ce qu'il fera de cet écheveau aura des conséquences pour lui-même. » Nous demandons haut et fort que tous les écosystèmes demeurent à l'abri de la pollution. Seul celui qui ne ressent aucun sentiment d'appartenance, qui ne se sent pas intégré à notre Mère nature, est capable de la violenter. Pour cette raison, nous avons aussi pour mandat de lancer un appel à l'unité entre les peuples.

En conséquence, nous adressons les exigences suivantes aux États et gouvernements du continent :

Respecter l'engagement pris à l'échelle internationale par les États à l'égard des peuples indigènes, notamment le droit, pour ces derniers, d'être consultés avant que soient prises des décisions pouvant les affecter et les lier, par exemple, à des accords commerciaux.

Ne pas répéter l'erreur historique de l'invasion et de la conquête européennes, qui a conduit à la catastrophe et à la mort des premiers peuples d'Amérique.

Prescrire, maintenir et reconnaître dans les faits le statut juridico-constitutionnel et l'identité ethno-culturelle, sociale, économique et territoriale des peuples indigènes.

Réparer - et en indemniser les victimes - les dommages imputables au génocide, à l'ethnocide et à l'écocide commis par les Blancs d'Europe et d'Amérique du Nord à travers leurs gouvernements, entreprises, églises, et sous d'autres formes d'exploitation et de domination.

Démilitariser les territoires indigènes et en faire partir les forces armées, mettre fin au déplacement des populations indigènes de nos territoires, ainsi qu'aux fumigations et aux menaces de bombardement. Exercer nos droits collectifs et humains définis dans différents accords, constitutions, conventions et traités nationaux et internationaux. Ainsi que dans nos programmes et plans de développement approuvés dans des assemblées indigènes nationales et internationales, comme le Plan d'action des peuples indigènes relatif au développement durable avalisé dans le cadre du Sommet du développement durable tenu à Johannesburg. Respecter l'engagement pris au sein d'organismes internationaux comme l'ONU et l'OEA (Organisation des États américains) d'accélérer la mise en œuvre du Projet de déclaration des droits des peuples indigènes et du Projet de déclaration des Amériques sur la base des faits dénoncés par les peuples indigènes.

Respecter l'intangibilité de nos territoires face à toutes les activités et entreprises qui exploitent des ressources et portent atteinte à l'intégrité culturelle et territoriale de nos peuples.

La mise en pratique de nos principes d'unité, de territoire, de culture et d'autonomie sera l'incarnation non seulement de nos intérêts d'indigènes, mais aussi de la souveraineté nationale, de la dignité de tous les peuples, de l'opposition à un traité d'annexion coloniale.



Si nous savons résister, nous pourrions empêcher l'ethnocide annoncé. Plus que jamais, l'idée de résistance indigène prend toute sa valeur. Résister, c'est nous donner des gouvernements en propre et communautaires, contre la tentative de la ZLEA d'en finir avec la souveraineté des peuples ; résister, c'est faire la justice qui est la nôtre, ouverte et transparente, contre les tribunaux d'experts qui se réunissent en secret pour condamner les pays ; résister, c'est défendre les territoires, le nom que leur ont donné des centaines de générations et leurs ressources naturelles contre la politique d'expropriation et d'usurpation dont la ZLEA est porteur.

La force de nos ancêtres nous accompagne. Rumiñahui, Túpak Katari, Camarao, Hatuey, Caupolican, Lempira, Túpak Amaru, Guaycaypuro, Atlacatl, Anacona, Carabito, Tehuelche, la Cacica Gaitana, Manuel Quintín Lame, Kimy Pernia, et tous les martyrs de la terre morts pour la terre, pour la dignité et la souveraineté de nos peuples nous montrent le chemin et constituent notre modèle et notre force. De même, la vigueur de nos propres formes de vie et de pensée montre qu'une autre Amérique est possible.

Et le jour où nous tous les êtres humains, toute l'humanité qu'abrite notre planète - y compris Bush - nous assurerons pleinement ce fait en conscience, alors naîtra un grand sentiment d'appartenance, d'intégration, de respect universel, dans une attitude de profonde vénération pour tout ce qui existe, pour tout ce qui nous entoure.

Quito, le 28 octobre 2002

Confédération des nationalités indigènes d'Équateur (CONAIE) Conseil des Ayllus et Markas de Kollasuyo (CONAMAC, Bolivie) Coordination des organisations indigènes du bassin amazonien (COICA) Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB) Mouvement de la jeunesse kuna de Panama Organisation nationale des indigènes de Colombie (ONIC) Organisation indigènes du Mexique Organisation indigène du Chili

---

Traduction : [Diffusion d'Information sur l'Amérique Latine - DIAL](#).

© COPYLEFT RISAL 2002.

## ANNEXE 2

## El mundo en sus manos

ECUADOR BUSCA SU CAMINO

[ASAMBLEA EXTRAORDINARIA DE LA  
CONFEDERACION DE NACIONALIDADES  
INDIGENAS \(CONAIE\)](#)

(Fecha publicación: 19/10/2003)

Información Adicional Tema: <a href="#">El Ecuador de Lucio Gutiérrez</a> País/es: <a href="#">Ecuador</a>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

La Asamblea Extraordinaria de la CONAIE, reunida en el Campamento Nueva Vida (Quito), los días 14 y 15 de octubre de 2003, ante la violación sistemática de los Derechos Colectivos de los Pueblos Indígenas del Ecuador y la entrega de los recursos naturales del país a las transnacionales por parte del Presidente de la República del Ecuador dio a conocer un manifiesto que reproducimos a continuación. Apareció en 'Correo Indígena', año 2, N° 65, Lima, del 17 de octubre de 2003.

1. Demandar el cumplimiento de los Derechos Colectivos de los Pueblos Indígenas reconocidos en la Constitución Política y el Convenio 169 de la OIT, y otros tratados internacionales.
2. Plantear la unidad histórica con los distintos sectores sociales, para defender los derechos del pueblo ecuatoriano y exigir las rectificaciones al Gobierno.
3. Promover las movilizaciones de los Pueblos y Nacionalidades en alianza con otros sectores sociales con un mandato conjunto en contra del Neoliberalismo.
4. Rechazar la intromisión de las petroleras y mineras en los territorios indígenas.
5. Defender las Instituciones Indígenas públicas, logradas en base a la lucha y sacrificio de los pueblos indígenas, manteniendo su descentralización, incrementando su presupuesto para (Consejo de Desarrollo de las Nacionalidades y Pueblos del Ecuador CODENPE, Dirección Nacional de Educación Intercultural Bilingüe DINEIB, Dirección Nacional de Salud Indígena DNSI y los proyectos ejecutados por éstas) y exigir la derogatoria del Decreto Ejecutivo 914 de fecha 06 de octubre de 2003, que reforma el Art. 5 del Decreto Ejecutivo 386, publicado en el Registro Oficial No. 86 del 11 de diciembre de 1998, privando el legítimo derecho del Consejo Nacional de Nacionalidades y Pueblos del Ecuador de designar al Secretario Ejecutivo.
6. Exigir se respete los procesos instaurados por la Dirección Nacional de Salud de los Pueblos Indígenas y sus 18 Departamentos Provinciales, dentro de la nueva reestructura del Ministerio de Salud, así como el incremento presupuestario, exigir la creación de la Subsecretaría Nacional de Salud Intercultural de los Pueblos y Nacionalidades.
7. Solicitar al Congreso Nacional que en la nueva Ley de Educación se mantenga la descentralización administrativa, técnica y financiera de la DINEIB, y las Direcciones Provinciales Interculturales Bilingües DIPEIB con presupuesto propio.

8. Exigir la derogatoria del Acuerdo Ministerial mediante el cual se ha designado al Director Provincial de Educación Intercultural Bilingüe de Chimborazo, violando el Orgánico Estructural y Funcional de la DINEIB, pues corresponde al Director Nacional de la DINEIB nombrar mediante concurso de merecimientos.
9. Incrementar los presupuestos de las Instituciones Indígenas: CODENPE, DINEIB y Dirección Salud Indígena.
10. Exigir al Bloque del Movimiento PACHAKUTIK: Que proponga al Congreso Nacional la devolución de la pro forma presupuestaria del 2004, porque se ha duplicado el presupuesto para las Fuerzas Armadas y la Policía, se ha disminuido para el área social como Salud, Educación y producción, y porque los préstamos externos están destinados solo al pago de la Deuda Externa.
  - a) Inicie las acciones pertinentes para llamar a juicio político al Ministro de Energía y Minas Carlos Arboleda, por establecer una política petrolera atentatoria a los territorios de las Nacionalidades y Pueblos Indígenas; al Ministro de Educación (E) Dr. Roberto Rodríguez, por violar la Ley 150; y, al Ministro de Relaciones Exteriores y de Defensa, por la firma de los convenios secretos con el Comando Sur de los Estados Unidos, que permite la instalación de nuevas bases militares.
  - b) Que llamen al Secretario General de la Administración Pública, Patricio Acosta y a los señores Marcelo Duque y Alejandro Nágera, Asesores de la Presidencia para que expliquen la emisión del Decreto Ejecutivo No. 914 de fecha 06 de octubre de 2003.
11. Asumir la lucha del Pueblo de SARAYAKU y otros Pueblos y Nacionalidades en defensa de sus territorios ancestrales, frente a las petroleras y el Gobierno Nacional que pretenden militarizar, violando los Derechos Colectivos de los Pueblos Indígenas, reconocidos en la Constitución Política y el Convenio 169 de la OIT.
12. Oponerse a la tercerización en el manejo de las Empresas Públicas como: petroleras, eléctricas, telefónicas, telecomunicaciones etc, por ser un patrimonio nacional.
13. Solidarizar con el Pueblo Boliviano y los Pueblos en resistencia, y unirnos a la Movilización Continental que se desarrollará el 21 de octubre del 2003.
14. Nos oponemos a que el Gobierno del Coronel Lucio Gutiérrez, suscriba el acuerdo del Área de Libre Comercio de las Américas (ALCA) y tratados bilaterales igualmente lesivos a los intereses nacionales, por ello las organizaciones, regionales y provinciales impulsar la recolección de firmas para la consulta popular contra el ALCA.
15. Nos oponemos a que se involucre al país en políticas de militarización en los conflictos de la región, especialmente en el Plan Colombia, con el mantenimiento de la base Militar de Manta, comprometiendo la soberanía nacional, la paz y la seguridad de la población.
16. Oponerse a la creación del Seguro Social, que lleva adelante Jaime Nebot.
17. Exigir la inversión en el sector agrario, construyendo canales de riego y fortaleciendo

procesos productivos de los Pueblos Indígenas y apoyar la lucha de los pequeños productores bananeros.

18. Exigir la condonación de la Deuda Externa y la implementación de la auditoria de la deuda en los últimos 10 años.

19. Exigimos que el excedente del precio del petróleo, vaya a la Deuda Social y no al pago de la Deuda Externa.

20. Exigimos las soluciones de los conflictos de las tierras pendientes, como el de Huagual en Santa Isabel y Guncay.

21. Exigir el archivo de las Reformas a la Ley de Hidrocarburos por ser inconstitucional.

22. Rechazar la reforma tributaria que busca incrementar más impuestos y eliminar las preasignaciones de todo el sector público.

Ama Killa, Ama Llulla, Ama Shwa

Leonidas Iza, Presidente CONAIE

Humberto Cholango, Presidente ECUARUNARI

José Quenamá, Presidente CONFENIAE

Willan Aguavil, Presidente CONAICE

[redaccion@argenpress.info](mailto:redaccion@argenpress.info)

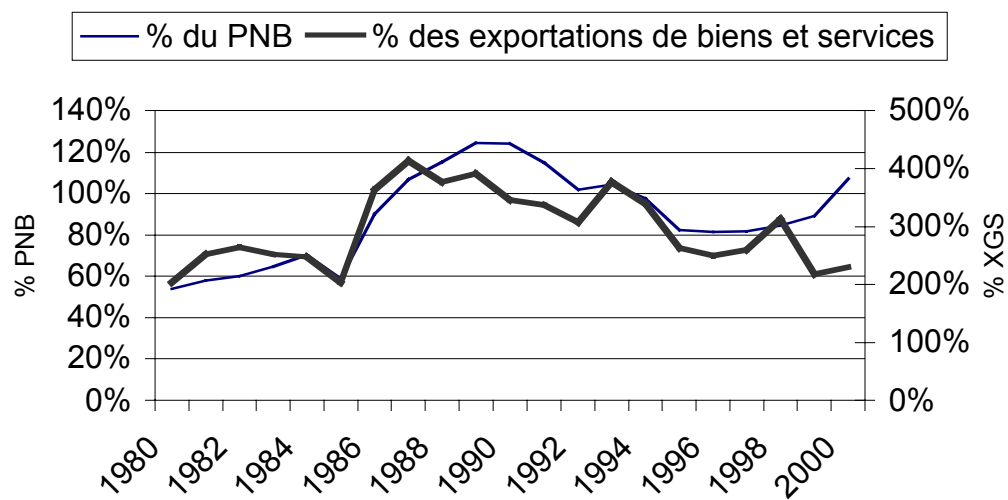
[info@argenpress.info](mailto:info@argenpress.info)

COPYRIGHT ARGENPRESS.INFO © 2003

[webmaster@argenpress.info](mailto:webmaster@argenpress.info)

## ANNEXE 3

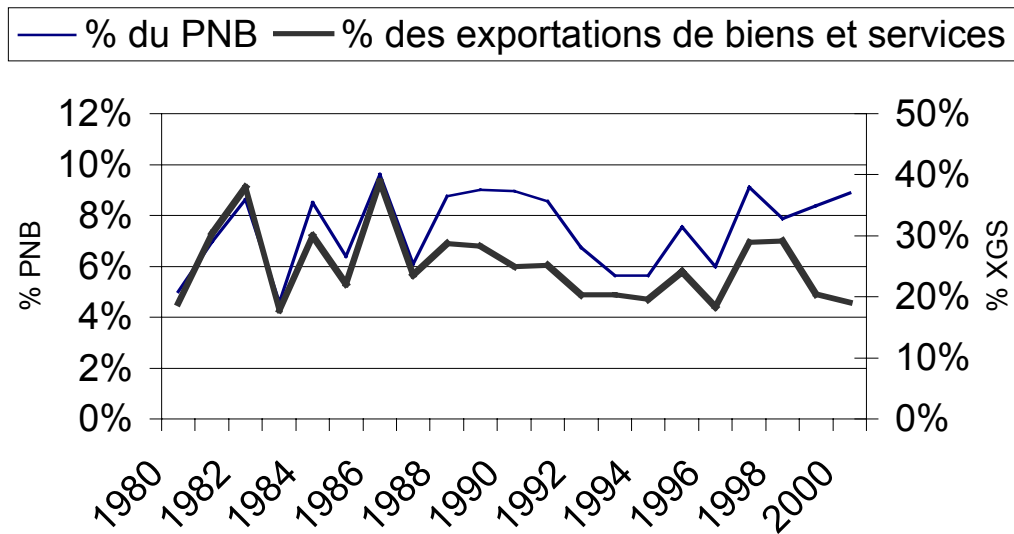
Graphique 1 : Dette extérieure totale de l'Équateur



Source : World Development Indicator (Banque Mondiale)

## ANNEXE 3 bis

Graphique 2 : Paiements d'intérêts sur la dette publique et garantie publiquement de l'Équateur



Source : World Development Indicator (Banque Mondiale)

## BIBLIOGRAPHIE

**Monographies consultées**

Alvarez, Sonia E., Dagnino, Evelina, et Arturo Escobar. *Cultures of Politics, Politics of Cultures: re-visioning latin american social movements*. Westview Press. 1998.

Cliche, Paul. *Anthropologie des communautés andines équatoriennes: entre diable et patron*. Ed. L'Harmattan. 1995.

Escobar, Arturo, et Sonia E. Alvarez. *The making of social movements in Latin America*. Westview Press. 1992.

La CONAIE. *Las Nacionalidades Indigenas en El Ecuador : nuestro proceso organizativo*. Ed. TINCUI/CONAIE et ABYA-YALA. 1989.

Le Bot, Yvon. *Violence de la modernité en Amérique Latine : indianité, société et pouvoir*. (1994)

Mariategui, José C. *Sur la réalité péruvienne : sept essais d'interprétation*, 1968. Chap. 2 et 3.

Marques-perreira (et autres). *La citoyenneté sociale en Amérique Latine*. CELA-IS. Ed. L'Harmattan. 1995

Mouterde, Pierre. *Quand l'utopie ne désarme pas*. « Les grands oubliés de l'Amérique » (chapitre 3). Montréal : Écosociété. 2002, p. 85-108.

Santana, Roberto. *Les Indiens d'Équateur, citoyens dans l'ethnicité?* Ed. CNRS. 1992.

**Articles**

Brunelle, Dorval. « La ZLEA après Quito ». Observatoire des Amériques. Décembre 2002.

Brunelle, Dorval. « La notion de déficit démocratique dans le contexte de la globalisation des marchés : le cas de la ZLEA ». Observatoire des Amériques. Avril 2003.

Brysk, Alison. "Turning weakness into strength: the internationalization of indian rights". *Latin American Perspectives*, 89, vol. 23, no. 2, 1996, p.38-57.

Conaghan, Catherine M., et James M. Malloy. "Democracia y neoliberalismo en Peru, Ecuador y Bolivia". *Desarrollo Económico*, vol. 36, no. 144, janv-mars 1997, p.867-890.

García Serrano, Fernando. « Política, Estado y diversidad cultural : la cuestión indígena en la región andina ». *Nueva Sociedad*, no. 173 (mai-juin 2001), p. 94-103.

Gargarella, Roberto. "Recientes reformas constitucionales en America Latina: una primera aproximación". *Desarrollo Económico*, vol. 36, no. 144, janv-mars 1997, p.971-990.

Lucero, José Antonio. «Locating the “Indian Problem”: Community, Nationality, and Contradiction in Ecuadorian Indigeous Politics». *Latin American Perspectives*, 128, vol. 30, no. 1, janvier 2003, p.23-48.

Ramirez Gallegos, Franklin. « Las paradojas de la *cuestión indígena* en el Ecuador : etiquetamiento y control político ». *Nueva Sociedad*, no. 176 (nov-déc. 2001), p. 17-23.

Tilley, Virginia Q. « New Help or New Hegemony? The Transnational Indigenous Peoples’ Movement and “Being Indian” in El Salvador ». *Journal of Latin American Studies*, vol. 34 (août 2002), p. 525-554.

Varese, Stefano. « The ethnopolitics of Indian Resistance in Latin America ». *Latin American Perspectives*, 89, vol. 23, no. 2, printemps 1996, p. 58-71.

Revue *Latin American perspectives*, no.1, janvier 2003.

Dossier « Amérique Latine. Les Indiens aux portes du pouvoir ». *Courrier International*, no. 668, 21-27 août 2003.

### Sites web consultés

[www.alcaabajo.cu](http://www.alcaabajo.cu) 08-10-2003

[www.alainet.org](http://www.alainet.org)

[www.argenpress.info](http://www.argenpress.info) El mundo en sus manos: Asamblea extraordinaria de la CONAIE. 19 octobre 2003.

[www.ecuador.indymedia.org](http://www.ecuador.indymedia.org)

[www.geocities.com/shinallatak](http://www.geocities.com/shinallatak)

[www.latinreporters.com](http://www.latinreporters.com)

[www.legransoir.info](http://www.legransoir.info)

[www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr)

[www.movimientos.org](http://www.movimientos.org)

[www.radiochango.com](http://www.radiochango.com)

[www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net) 06-10-2003

- « Déclaration des peuples indigènes contre la zone de libre-échange des Amériques ». Novembre 2002.
- « Les dessous de l’ALCA : Origine, objectifs et effets de l’ALCA ». Éditorial d’*Alternatives Sud*, vol. X, 2003. Louvain : Centre Tricontinental.



- Entrevue à Fernando Lopez. 7 juin 2003. Durée : 34mn 31.
- Entrevue à Blanca Chancoso. 5 juin 2003. Durée : 26mn 50.
- Entrevue à Alberto Costa. 8 juin 2003. Durée: 15mn 14.

[www.saiic.nativeweb.org/ayn/macass.html](http://www.saiic.nativeweb.org/ayn/macass.html) pachakutik-nuevopaís: breaking new ground in ecuadorean politics. interview with luis macas.